

Rapport du Président

Commission Permanente du
vendredi 6 novembre 2009

Service instructeur

Service de l'Action Internationale,
Transfrontalière et Européenne

N° CP-2009-14-10-4

Service consulté

**SIGNATURE DE LA CONVENTION PARTENARIALE DU PROJET INTERREG IV-A
"SUR LE CHEMIN D'IBA BASEL 2020 : INNOVATION ET EXCELLENCE"**

Résumé : *Il vous est proposé d'autoriser la signature de la convention relative au projet Interreg IV-A "Sur le chemin d'IBA Basel 2020 : innovation et excellence", établie entre les partenaires cofinanceurs du projet.*

Ce projet Interreg est porté par l'Eurodistrict Trinational de Bâle (ETB) et s'inscrit dans un projet plus large, IBA Basel, version bâloise du concept allemand « d'exposition internationale d'architecture » (*Internationale Bau-Ausstellung*). Cette démarche, déjà appliquée avec succès dans d'autres régions (Hambourg, Emscherpark, dans la Ruhr...), permet sur une décennie de développer des projets architecturaux, paysagers, économiques, sociaux, culturels, en renforçant le développement économique régional et en enrichissant le débat d'experts au niveau international. Dans notre cas, l'IBA a également pour objectif de rapprocher les trois parties de l'agglomération bâloise par une utilisation renouvelée des zones frontières. Une première exposition intermédiaire est prévue en 2013, et la finale en 2020.

Le budget total du projet Interreg, sur la période triennale 2009-2011, est de 2 090 000 €. Outre l'ETB, porteur de projet, qui contribue à hauteur de 58 500 € (2,8%), l'Union Européenne (FEDER) apporte 33,7% du financement, le Canton de Bâle-Ville 18%, la Confédération Suisse 11%, le Landkreis et la Ville de Lörrach 6% chacun, le Canton d'Argovie 4%, le reste étant financé par les différentes collectivités allemandes et françaises du secteur.

Le Département du Haut-Rhin a prévu de contribuer à hauteur de 120 000 €, soit 6% du budget global. Ce soutien a été approuvé par la Commission Permanente du 12 juin 2009 (délibération n°2009-9-10-2).

Il s'agit par le présent rapport d'approuver la convention à établir entre les partenaires du projet, qui définit les relations entre ces derniers ainsi que les modalités de versement de leurs contributions financières respectives (article 14). Ce document pourra faire l'objet de modifications mineures, n'affectant pas le montant de la participation départementale, lequel a préalablement été fixé à 120 000 €, dont 12 000 € hors convention, par délibération de la Commission Permanente n° 2009-9-10-2 du 12 juin 2009.

Au vu de ce qui précède, je vous propose de m'autoriser à signer cette convention.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

LE PRESIDENT

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'C' followed by a vertical line and a horizontal stroke that extends to the right.

Charles BUTTNER

Convention relative au projet n°B14

« Sur le chemin d'IBA Basel 2020 : Innovation et excellence »

Vereinbarung zum Projekt Nr. B14

„Auf dem Weg zu IBA Basel 2020 : Innovation und Exzellenzsicherung“

Projet / Entwurf 05/10/2009



Signataires

Entre

- la Région Alsace, Autorité de gestion du Programme INTERREG IV Rhin Supérieur ;
- la REGIO BASILIENSIS (IKRB), représentant la Confédération helvétique ;

les partenaires français et allemands dudit projet :

- Eurodistrict Trinational de Bâle (ETB), porteur du projet et cofinancier ;
- Landkreis Lörrach, partenaire cofinancier ;
- Ville de Rheinfelden, partenaire cofinancier ;
- Ville de Lörrach, partenaire cofinancier ;
- Ville de Weil am Rhein, partenaire cofinancier ;
- Communauté de communes des Trois Frontières, partenaire cofinancier ;
- Ville de Saint Louis, partenaire cofinancier ;
- Ville de Huningue, partenaire cofinancier ;
- Ville de Sierentz, partenaire cofinancier ;
- Communauté de communes du Pays de Sierentz, partenaire cofinancier ;
- Communauté de communes de la Porte du Sundgau, partenaire cofinancier ;
- Conseil Général du Haut-Rhin partenaire, partenaire cofinancier ;

les partenaires suisses du projet :

- Canton Bâle-Ville partenaire cofinancier ;
- Canton Argovie, partenaire cofinancier ;

Unterzeichner

Zwischen

- der Région Alsace als Verwaltungsbehörde des INTERREG IV Programms Oberrhein ;
- der REGIO BASILIENSIS (IKRB) als Vertreterin der Schweizerischen Eidgenossenschaft ;

folgenden französischen und deutschen Projektpartnern:

- Trinationaler Eurodistrikt Basel als Projektträger und Kofinanzierungspartner ;
- Landkreis Lörrach als Kofinanzierungspartner ;
- Stadt Rheinfelden als Kofinanzierungspartner ;
- Stadt Lörrach als Kofinanzierungspartner ;
- Stadt Weil am Rhein als Kofinanzierungspartner ;
- Communauté de communes des trois frontières als Kofinanzierungspartner ;
- Stadt Saint Louis als Kofinanzierungspartner ;
- Stadt Huningue als Kofinanzierungspartner ;
- Stadt Sierentz als Kofinanzierungspartner ;
- Communauté de communes du Pays de Sierentz als Kofinanzierungspartner ;
- Communauté de communes de la Porte du Sundgau als Kofinanzierungspartner ;
- Conseil Général du Haut-Rhin als Kofinanzierungspartner ;

folgenden Schweizer Projektpartnern:

- Canton Basel Stadt als Kofinanzierungspartner ;
- Canton Aargau als Kofinanzierungspartner ;

Préambule

Vu

La réglementation communautaire :

- le Règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n°1260/1999 ;

ci-après dénommé « Règlement général »,

- le Règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds européen de développement régional, et abrogeant le règlement (CE) n°1783/1999 ;

ci-après dénommé « Règlement FEDER »,

- le Règlement (CE) n°1828/2006 de la Commission du 8 décembre 2006 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et du règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional (FEDER).

ci-après dénommé « Règlement d'application »,

Les documents suivants, concernant le Programme :

- la décision de la Commission européenne n° C (2007) 5136, du 24 octobre 2007, relative au Programme opérationnel « INTERREG IV Rhin Supérieur » n° CCI 2007 CB 163 PO 039, s'intégrant dans l'objectif "Coopération territoriale européenne" de la Politique de cohésion de l'UE pour la période

Vorbemerkung

wird in Anbetracht

nachstehender EU-Bestimmungen:

- Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates vom 11. Juli 2006 mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und zur Aufhebung von Verordnung (EG) Nr. 1260/1999;

im Folgenden "Allgemeine Strukturfondsverordnung",

- Verordnung (EG) Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und zur Aufhebung von Verordnung (EG) Nr. 1783/1999;

im Folgenden "EFRE-Verordnung",

- Verordnung (EG) Nr. 1828/2006 der Kommission vom 8. Dezember 2006 zur Festlegung von Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE).

im Folgenden "Durchführungsverordnung",

folgender programmrelevanter Dokumente:

- der Entscheidung der Europäischen Kommission Nr. C(2007) 5136 vom 24. Oktober 2007 bezüglich des Operationellen Programms „INTERREG IV A Oberrhein“ Nr. CCI 2007 CB 163 PO 039 im Rahmen des Ziels "Europäische territoriale Zusammenarbeit" der Kohäsionspolitik der Europäischen Union im Zeitraum 2007-2013;

2007-2013 ;

- la convention signée entre l'Autorité de gestion et la Caisse des dépôts, en tant qu'Autorité de certification/organisme de paiement du programme, en date du 5 août 2008 ;

- la convention signée entre l'Autorité de gestion, le Land du Bade-Wurtemberg, le Land de Rhénanie-Palatinat et l'Etat français ;

- le guide pour les bénéficiaires, adopté par le Comité de suivi le 12 juin 2008.

Les documents suivants, concernant la Suisse :

- la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale (RS 901.0, FF 2006 8417) ;

- l'arrêté fédéral du 26 septembre 2007 relatif à l'établissement du programme pluriannuel de la Confédération 2008 2015 concernant la mise en œuvre de la nouvelle politique régionale (NPR) (FF 2007 7495) ;

- l'ordonnance du 28 novembre 2007 sur la politique régionale (RS 901.021) ;

- le programme commun de mise en œuvre de la politique régionale 2008-2013 des Cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne ;

- La Convention-programme entre la Confédération helvétique, les Cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne et la REGIO BASILIENSIS (IKRB) relative au financement du programme commun de mise en œuvre Bâle-Ville et Bâle-Campagne pour la politique régionale 2008-2013 ;

- la loi fédérale du 5 octobre 1990 sur les aides financières et les indemnités (RS 616.1) ;

- la loi sur les finances du Canton de Bâle-Ville du 16 avril 1997 ;

- la loi sur les subventions du Canton de Bâle-Ville du 18 octobre 1984 ;

- la loi sur les finances du Canton de Bâle-Campagne du 18 juin 1987 ;

- der Vereinbarung zwischen der Région Alsace in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsbehörde für das Operationelle Programm und der Caisse des dépôts in ihrer Eigenschaft als Bescheinigungsbehörde vom 5. August 2008;

- der Vereinbarung zwischen der Verwaltungsbehörde, dem Land Baden-Württemberg, dem Land Rheinland-Pfalz und dem französischen Staat;

- dem Handbuch für Begünstigte, das vom Begleitausschuss am 12. Juni 2008 genehmigt wurde.

Folgender für die Schweiz relevanter Vorschriften:

- Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über Regionalpolitik (SR 901.0, BBI 2006 8417);

- Bundesbeschluss vom 26. September 2007 über die Festlegung des Mehrjahresprogramms des Bundes 2008 2015 zur Umsetzung der Neuen Regionalpolitik (NRP) (BBI 2007 7495);

- Verordnung vom 28. November 2007 über Regionalpolitik (SR 901.021);

- Gemeinsames Umsetzungsprogramm Basel-Stadt und Basel-Landschaft für die Regionalpolitik 2008-2013;

- Programmvereinbarung zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft, den Kantonen Basel-Stadt und Basel-Landschaft und der REGIO BASILIENSIS (IKRB) über die Förderung des gemeinsamen Umsetzungsprogramms Basel-Stadt und Basel-Landschaft für die Regionalpolitik 2008 2013;

- Bundesgesetz vom 5. Oktober 1990 über Finanzhilfen und Abgeltungen (SR 616.1);

- Finanzhaushaltsgesetz des Kantons Basel-Stadt vom 16. April 1997;

- Subventionsgesetz des Kantons Basel-Stadt vom 19. Oktober 1984;

- Finanzhaushaltsgesetz des Kantons Basel-Landschaft vom 18. Juni 1987 ;

Les documents suivants, concernant la France :

- le décret n°2002-633 du 26 avril 2002 modifié instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens ;
- la circulaire du Premier ministre du 12 février 2007 relative à la communication sur les projets financés par l'Union européenne dans le cadre de la politique de cohésion économique et sociale ;
- la circulaire n°5210 SG du Premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par le FEDER, le FSE, le FEP et le FEADER de la période 2007-2013 ;
- le décret n°2007-1303 du 3 septembre 2007 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds structurels pour la période 2007-2013.

Les documents suivants, relatifs au projet :

- le formulaire de demande de cofinancement communautaire relatif au présent projet et ses annexes, annexés à la présente convention ;
- le courrier du Secrétariat technique commun au porteur de projet attestant de la réception de la demande de cofinancement complète à la date du 24 février 2009 ;
- la décision du Comité de suivi en date du 17 juin 2009, prise sur la base de la fiche récapitulative rédigée par le Secrétariat technique commun, annexée à la présente convention.

folgender für Frankreich relevanter Bestimmungen:

- der französischen Verordnung (décret) Nr. 2002-633 vom 26. April 2002 zur Einsetzung einer ministerienübergreifenden Kommission zur Koordination der Kontrollen (CICC) von in Frankreich aus EU-Strukturfondsmitteln kofinanzierten Maßnahmen;
- des Runderlasses (circulaire) des französischen Premierministers vom 12. Februar 2007 über die Öffentlichkeitsarbeit im Zusammenhang mit Projekten, die im Rahmen der wirtschaftlichen und sozialen Kohäsionspolitik von der Europäischen Union bezuschusst werden;
- des Runderlasses (circulaire) des französischen Premierministers Nr. 5210 SG vom 13. April 2007 bezüglich der Vorgaben zur Begleitung, Umsetzung und Kontrolle der im Zeitraum 2007-2013 aus dem EFRE, dem ESF, dem EFF und dem EAGFL kofinanzierten Programme;
- der französischen Verordnung (décret) Nr. 2007-1303 vom 3. September 2007 zur Festlegung der nationalen Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben im Rahmen von im Zeitraum 2007-2013 aus Strukturfonds bezuschussten Programmen.

folgender projektrelevanter Bestimmungen:

- dem Antragsformular auf Förderung des vorliegenden Projekts und den dazugehörigen Anhängen in der Anlage zur vorliegenden Projektvereinbarung;
- des Schreibens des Gemeinsamen technischen Sekretariats an den Projektträger, mit dem der Eingang eines vollständigen Kofinanzierungsantrags beim Gemeinsamen technischen Sekretariat zum 24. Februar 2009 bestätigt wird;
- dem Beschluss des Begleitausschusses über die Aufnahme des Projekts in die Förderung vom 17. Juni 2009 auf Grundlage der durch das Gemeinsame technische Sekretariat erarbeiteten Projektzusammenfassung in der Anlage

Il est convenu ce qui suit :

TITRE 1 - GENERALITES

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités des signataires dans la mise en œuvre du projet.

Article 2. Pièces contractuelles

Tous les documents visés en préambule, ainsi que toutes les pièces annexées à la présente convention, en sont partie intégrante et sont pièces contractuelles au même titre qu'elle.

Article 3. Responsabilités

Chaque signataire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que le projet soit réalisé tel qu'il est décrit dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire et tel qu'il a été accepté par le Comité de suivi, en accord avec les stipulations de la présente convention et les réglementations communautaires et nationales applicables.

Article 4. Périodes concernées

Article 4.1. Période de réalisation du projet

Le projet est réalisé durant la période mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi.

Article 4.2. Période d'éligibilité des dépenses

La période d'éligibilité des dépenses commence à la date de début de réalisation, mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de

zur vorliegenden Projektvereinbarung;

Folgendes vereinbart:

TEIL 1 - ALLGEMEINES

Artikel 1. Gegenstand der Projektvereinbarung

Gegenstand der vorliegenden Projektvereinbarung ist die Festlegung der Zuständigkeiten der Unterzeichner bei der Durchführung des Projekts.

Artikel 2. Bestandteile des Vertrags

Sämtliche o. g. Referenztexte sowie sämtliche Schriftstücke in der Anlage sind Bestandteil der vorliegenden Vereinbarung und stellen gleichwertige Vertragsbestandteile dar.

Artikel 3. Zuständigkeiten

Die Unterzeichner verpflichten sich, jeweils die erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, damit das Projekt wie im Antrag auf EU-Mittelförderung beschrieben und vom Begleitausschuss genehmigt sowie in Einhaltung der Bestimmung aus der vorliegenden Projektvereinbarung und den geltenden Gemeinschafts- und EU-Bestimmungen durchgeführt wird.

Artikel 4. Zeitliche Vorgaben

Artikel 4.1. Zeitraum für die Realisierung des Projekts

Das Projekt ist innerhalb des Zeitraums umzusetzen, der im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt angegeben ist.

Artikel 4.2. Zeitraum für die Förderfähigkeit der Ausgaben

Der Zeitraum der Förderfähigkeit beginnt mit dem Datum des Beginns der Umsetzung laut den Angaben im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt. Er endet drei Monate nach dem

suivi, et se termine trois mois après la date de fin de réalisation du projet, mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi.

Article 5. Contrôles

Chaque signataire s'engage à se soumettre à tout contrôle, sur place et sur pièces, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par les instances du programme ou par les organismes mandatés par elles, et par les corps d'inspection et de contrôle, y compris les autorités de contrôle nationales et communautaires.

Il s'engage par ailleurs à accepter les conséquences, notamment financières, de ces contrôles.

Article 6. Conséquences en cas de non-respect de la convention

En cas de manquement à l'une des obligations résultant de la présente convention, les dispositions prévues dans la fiche n°3.3 du Guide pour les bénéficiaires « Conséquences en cas de non-respect de la convention » s'appliquent.

Article 7. Coordonnées bancaires

Afin de recevoir l'aide communautaire et les cofinancements nationaux, le porteur de projet doit transmettre les coordonnées de compte (comprenant notamment les numéros IBAN et SWIFT) émanant de la banque (RIB), sur lequel ils doivent être versés :

- aux cofinanceurs lors de la signature de la présente convention ;
- à l'Autorité de gestion au plus tard lors de la première demande de versement des fonds communautaires.

Zeitpunkt des Endes der Projektumsetzung laut den Angaben im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt.

Artikel 5. Kontrollen

Die Unterzeichner verpflichten sich, sich Kontrollen aller Art – Vor-Ort- ebenso wie Belegkontrollen – zu unterziehen, die von den Programminstanzen, von Einrichtungen, die von den Programminstanzen beauftragt wurden, oder von den Aufsichts- und Kontrollstellen einschließlich einzelstaatlichen und gemeinschaftlichen Kontrollbehörden durchgeführt werden.

Sie verpflichten sich zudem, die Folgen dieser Kontrollen, insbesondere finanzieller Art, zu akzeptieren.

Artikel 6. Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung

Wird eine der Pflichten aus vorliegender Projektvereinbarung nicht eingehalten, kommen die Bestimmungen aus dem Themenblatt Nr. 3.3 des Handbuchs für Begünstigten „Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung“ zur Anwendung.

Artikel 7. Bankverbindung

Zur Auszahlung der EU-Fördermittel und der nationalen Kofinanzierungsmittel an den Projektträger, übermittelt dieser den folgenden Betroffenen die notwendigen Angaben zur Bankverbindung des Kontos (einschließlich der Angaben zu IBAN und SWIFT), auf das die Überweisungen getätigt werden sollen:

- bei Unterzeichnung der vorliegenden Projektvereinbarung an die Kofinanzierungspartner;
- spätestens beim ersten Antrag auf Auszahlung der EU-Fördermittel an die Verwaltungsbehörde.

TITRE 2 - COFINANCEMENT COMMUNAUTAIRE

Article 8. Principe général

Les bénéficiaires communautaires s'engagent à respecter les dispositions contenues dans le Guide pour les bénéficiaires concernant les obligations communautaires en la matière.

Article 9. Politiques transversales de l'Union européenne

Les bénéficiaires s'engagent à respecter les réglementations communautaires et nationales qui leur sont opposables en matière de :

- règles de concurrence ;
- passation des marchés publics ;
- encadrement des aides d'Etat ;
- égalité des chances entre homme et femme et non discrimination (article 16 du Règlement général) ;
- environnement (article 17 du Règlement général).

Par ailleurs, les bénéficiaires communautaires s'engagent à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

Article 10. Piste d'audit

Article 10.1. Principe général en matière de piste d'audit

En application de l'article 15 du Règlement d'application, une piste d'audit est considérée comme suffisante si, pour le Programme opérationnel, elle répond aux critères suivants :

- elle permet d'établir un rapprochement entre, d'une part, les montants globaux certifiés à la Commission européenne et, d'autre

TEIL 2 - EU-MITTELFÖRDERUNG

Artikel 8. Allgemeine Grundlage

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich, die Bestimmungen aus dem Handbuch für Begünstigte in Bezug auf die relevanten Gemeinschaftsbestimmungen einzuhalten.

Artikel 9. Querschnittpolitiken der Europäischen Union

Die Begünstigten verpflichten sich, die Bestimmungen der Europäischen Union und der Einzelstaaten einzuhalten, die für sie in den folgenden Bereichen gelten:

- Wettbewerbsregeln;
- Vergabe öffentlicher Aufträge;
- Gemeinschaftsrahmen für staatliche Beihilfen;
- Gleichstellung von Männern und Frauen und Nichtdiskriminierung (Artikel 16 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung) ;
- Umwelt (Artikel 17 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung).

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich zudem, die gewährte Beihilfe nicht dazu auszunutzen, ungewöhnlich niedrige Preise anzubieten und allgemein Wettbewerbern durch die Gewährung von Vorteilen, die über die üblicherweise gewährten Vorteile hinausgehen, Kunden abzuwerben.

Artikel 10. Prüfpfad

Artikel 10.1. Allgemeine Grundlage betreffend den Prüfpfad

In Anwendung von Artikel 15 der Durchführungsverordnung gilt der Prüfpfad als hinreichend, wenn er für das Operationelle Programm folgende Kriterien erfüllt:

- er ermöglicht den Abgleich zwischen den gegenüber der Kommission bescheinigten Gesamtbeträgen einerseits und den detaillierten

part, les pièces comptables et justificatives détaillées dont disposent l'Autorité de certification, l'Autorité de gestion, et les bénéficiaires en ce qui concerne les opérations cofinancées dans le cadre du Programme opérationnel ;

elle permet de vérifier le paiement de la participation publique au bénéficiaire ;

- elle permet de vérifier l'application des critères de sélection établis par le Comité de suivi du Programme opérationnel ;
- elle contient pour chaque projet les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports d'activité et les rapports relatifs aux vérifications, audits et contrôles réalisés.

Article 10.2. Durée de conservation des pièces relatives au projet

Selon l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, l'Autorité de gestion doit veiller à ce que l'ensemble des pièces justificatives concernant les dépenses et les audits du programme soit tenu à la disposition de la Commission européenne et de la Cour des comptes pendant une période de trois ans suivant la clôture du programme.

Ce délai est suspendu soit en cas de procédure judiciaire, soit sur demande dûment motivée de la Commission européenne.

Aux fins d'application de cette disposition, tous les signataires s'engagent à conserver l'ensemble des pièces justificatives concernant les dépenses et les audits du programme pendant la même durée, et au moins jusqu'au 31 décembre 2021.

L'Autorité de gestion s'engage à informer le porteur de projet de la clôture du programme par la Commission européenne ou, le cas échéant, de l'existence d'une procédure judiciaire ou d'une demande de la Commission européenne de suspendre ce délai.

Article 10.3. Registre des lieux de

Buchführungsunterlagen und den Belegen andererseits, die von der Bescheinigungsbehörde, der Verwaltungsbehörde und den Begünstigten für die im Rahmen des Operationellen Programms kofinanzierten Vorhaben geführt werden;

- er ermöglicht die Überprüfung der Auszahlung des öffentlichen Beitrags an den Begünstigten;
- er ermöglicht die Überprüfung der Anwendung der vom Begleitausschuss für das Operationelle Programm festgelegten Auswahlkriterien;
- er umfasst für jedes Vorhaben gegebenenfalls die technischen Spezifikationen und den Finanzierungsplan, die Unterlagen über die Zuschussbewilligung, die Unterlagen zu den öffentlichen Vergabeverfahren, Fortschrittsberichte sowie die Berichte über die durchgeführten Kontrollen und Prüfungen.

Artikel 10.2. Zeitraum der Aufbewahrung der Belege

Nach Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde dafür Sorge zu tragen, dass sämtliche Belege für Ausgaben und Prüfungen im Rahmen des Programms während drei Jahren nach Abschluss des Programms zur Einsicht durch die Kommission und den Europäischen Rechnungshof aufbewahrt werden.

Dieser Zeitraum wird im Falle eines Gerichtsverfahrens oder auf ordnungsgemäß begründeten Antrag der EU-Kommission ausgesetzt.

Die Unterzeichner verpflichten sich im Hinblick auf die Anwendung dieser Bestimmung, sämtliche Belege für Ausgaben und Prüfungen des Programms während desselben Zeitraums und mindestens bis zum 31. Dezember 2021 aufzubewahren.

Die Verwaltungsbehörde verpflichtet sich, den Projektträger vom Abschluss des Programms durch die EU-Kommission bzw. von einem gegebenenfalls anhängigen Gerichtsverfahren oder einem Antrag der EU-Kommission auf Aussetzung dieser Frist in Kenntnis zu setzen.

Artikel 10.3. Aufzeichnung des Standorts der

conservation des pièces relatives au projet

Aux fins d'application de l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, l'article 19 paragraphe 1 du Règlement d'application stipule que l'Autorité de gestion établit un registre où sont consignées l'identité et la localisation des organismes détenant les pièces justificatives relatives aux dépenses, aux audits et aux contrôles.

Les bénéficiaires communautaires s'engagent donc à lui transmettre ces informations, et à l'informer en cas de changement.

Article 10.4. Mise à disposition des pièces relatives au projet

Conformément à l'article 19 paragraphe 2 du Règlement d'application, les signataires s'engagent à mettre les pièces justificatives relatives aux dépenses et à la mise en œuvre du projet à disposition des personnes et des organismes habilités à les inspecter, y compris, au minimum, le personnel habilité de l'Autorité de gestion, de l'Autorité de certification, de l'Autorité d'audit et des organismes de contrôle visés à l'article 62, paragraphe 3, du Règlement général, ainsi que les fonctionnaires habilités de la Communauté et leurs mandataires, conformément à l'article 72, paragraphe 2, du Règlement général.

Article 10.5. Support des données relatives au projet

Conformément à l'article 90, paragraphe 3, du Règlement général, les documents sont conservés sous la forme d'originaux ou de versions certifiées conformes avec les originaux sur des supports de données généralement acceptés.

Sont considérés comme supports de données généralement acceptés, en application de l'article 19, paragraphe 4, du Règlement d'application, au minimum :

- les photocopies de documents originaux ;
- les microfiches de documents originaux ;
- les versions électroniques de documents originaux ;

Aufbewahrung der Belege zum Projekt

Zur Umsetzung von Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung ist nach Artikel 19, Absatz 1 der Durchführungsverordnung von der Verwaltungsbehörde sicherzustellen, dass Aufzeichnungen verfügbar sind, die Angaben zu den Einrichtungen, die die Belege zu den Ausgaben und Prüfungen führen, sowie zu deren Standort enthalten.

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich entsprechend, der Verwaltungsbehörde diese Informationen zu übermitteln und sie von Veränderungen diesbezüglich in Kenntnis zu setzen.

Artikel 10.4. Zurverfügungstellung der Projektunterlagen

Die Unterzeichner verpflichten sich nach Maßgabe von Artikel 19, Absatz 2 der Durchführungsverordnung, die Belege zu Ausgaben und zur Umsetzung des Projekts denjenigen Personen und Einrichtungen mit entsprechender Berechtigung – einschließlich zumindest der ermächtigten Mitarbeiter der Verwaltungsbehörde, der Bescheinigungsbehörde, der Prüfbehörde und der in Artikel 62, Absatz 3 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung genannten Stellen sowie beauftragten Beamten der Gemeinschaft sowie deren ermächtigten Vertretern nach Artikel 72, Absatz 2 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung – zur Kontrolle zur Verfügung zu stellen.

Artikel 10.5. Datenträger für projektbezogene Daten

Gemäß Artikel 90, Absatz 3 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung sind die Belege entweder als Originale oder als in mit den Originalen übereinstimmend bescheinigten Fassungen auf allgemein anerkannten Datenträgern aufzubewahren.

Als allgemein anerkannte Datenträger gelten in Anwendung von Artikel 19, Absatz 4 der Durchführungsverordnung zumindest:

- Fotokopien von Originalen;
- Mikrofiches von Originalen;
- elektronische Fassungen von Originalen;

- les documents n'existant qu'en version électronique.

En application de l'article 19, paragraphe 6, du Règlement d'application, lorsque des documents n'existent qu'en version électronique, les systèmes informatiques utilisés doivent être conformes aux normes de sécurité reconnues garantissant la conformité des documents conservés avec les prescriptions légales nationales ainsi que leur fiabilité à des fins d'audit et de contrôle.

Article 11. Liste des bénéficiaires

En application de l'article 7, paragraphe 2, point d, du Règlement d'application, l'Autorité de gestion doit assurer la publication, par voie électronique ou autre, de la liste des bénéficiaires, du nom des opérations et du montant du financement public alloué aux opérations.

Par conséquent, les bénéficiaires de fonds communautaires acceptent, en signant la présente convention, de figurer sur cette liste.

Conformément à l'article 37, paragraphe 4, du Règlement d'application, toute donnée à caractère personnel figurant dans les informations visées ci-dessus au premier alinéa n'est traitée qu'aux fins prévues par le présent article.

Article 12. Protection des données à caractère personnel

En application de l'article 37 du Règlement d'application, les données à caractère personnel recueillies en application des dispositions de la présente convention ne peuvent être transmises à des personnes autres que celles qui, dans les Etats membres ou au sein des institutions communautaires, sont, par leurs fonctions, appelées à les connaître, à moins que l'Etat membre qui les a communiquées n'y ait expressément consenti.

- nur in elektronischer Form vorliegende Unterlagen.

In Anwendung von Artikel 19, Absatz 6 der Durchführungsverordnung muss, wenn Unterlagen nur in elektronischer Form vorliegen, das verwendete EDV-System anerkannten Sicherheitsstandards genügen, die die Gewähr bieten, dass die aufbewahrten Unterlagen den nationalen Rechtsvorschriften entsprechen und dass sie für Rechnungsprüfungszwecke glaubhaft sind.

Artikel 11. Verzeichnis der Begünstigten

In Anwendung von Artikel 7, Absatz 2, Buchstabe d) der Durchführungsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde die Veröffentlichung des Verzeichnisses der Begünstigten, der Bezeichnung der Vorhaben und der Höhe der für die Vorhaben bereitgestellten öffentlichen Beteiligungen in elektronischer oder anderer Form zu gewährleisten.

Die EU-Mittelbegünstigten stimmen aufgrund dessen mit der Unterzeichnung der vorliegenden Vereinbarung der Nennung im Verzeichnis der Begünstigten zu.

In Einhaltung von Artikel 37, Absatz 4 der Durchführungsverordnung werden personenbezogene Daten, die in den oben im ersten Absatz genannten Angaben enthalten sind, nur für die in vorliegendem Artikel genannten Zwecke verarbeitet.

Artikel 12. Schutz personenbezogener Daten

In Anwendung von Artikel 37 der Durchführungsverordnung werden diejenigen personenbezogenen Daten, die in Anwendung der Bestimmungen aus vorliegender Projektvereinbarung gesammelt wurden, nur Personen mitgeteilt, die in den Mitgliedstaaten oder in den Gemeinschaftsorganen aufgrund ihrer Aufgaben davon Kenntnis erhalten müssen, es sei denn der Mitgliedstaat, der sie übermittelt hat, hat der Mitteilung an andere Personen ausdrücklich zugestimmt.

TITRE 3 - FINANCEMENT NATIONAL

Article 13. Principe général en matière de paiement des fonds nationaux

Les cofinanceurs s'engagent, par la signature de la présente convention, à verser les montants prévus dans le plan de financement du projet, dans les délais et les formes prévus.

Cependant, afin de respecter le principe de cofinancement, et le taux défini pour le cofinancement communautaire, l'aide communautaire devra être revue à la baisse si les cofinancements nationaux effectivement perçus par le porteur de projet sont supérieurs au montant effectivement dû en application du taux de cofinancement national par rapport aux dépenses effectivement réalisées (ceci, afin d'éviter le sur-financement du projet). C'est pourquoi le solde des cofinancements nationaux doit être versé au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Article 14. Modalités de versement des cofinancements

Article 14.1. Modalités de versement des cofinancements français et allemands

Chaque cofinanceur doit indiquer ici les modalités de versement de son cofinancement, qu'il s'agisse d'un cofinancement sous forme de subvention ou d'une participation sous forme de dépenses directes.

Dans la mesure où le cofinancement communautaire vient en remboursement de dépenses acquittées, il est conseillé que les cofinancements nationaux soient versés aux partenaires qui vont faire des dépenses rapidement au démarrage du projet.

Eurodistrict Trinational de Bâle (ETB),

TEIL 3 - NATIONALE FÖRDERMITTEL

Artikel 13. Allgemeine Grundlagen für die Auszahlung nationaler Fördermittel

Mit Unterzeichnung der vorliegenden Projektvereinbarung verpflichten sich die Kofinanzierungspartner, die im Projektfinanzierungsplan bezeichneten Beträge frist- und formgerecht auszuführen.

Zur Wahrung des Grundsatzes der Kofinanzierung und zur Einhaltung des für die EU-Mittelförderung festgelegten Satzes ist allerdings der EU-Fördermittelbetrag herabzusetzen, wenn die vom Projektträger tatsächlich vereinnahmten nationalen Fördermittel höher liegen als der in Anwendung des nationalen Kofinanzierungssatzes im Verhältnis zu den Ausgaben tatsächlich auszahlende Betrag (um eine Überfinanzierung des Projekts zu vermeiden). Der Restbetrag der nationalen Fördermittel ist aufgrund dessen anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben auszuführen.

Artikel 14. Auszahlung der Kofinanzierungsmittel

Artikel 14.1. Auszahlung der französischen und deutschen Kofinanzierungsmittel

An dieser Stelle sind von jedem Kofinanzierungspartner Angaben zu den Modalitäten für die Auszahlung seines Kofinanzierungsbeitrags zu machen, unabhängig davon, ob es sich um eine Kofinanzierung in Form eines Zuschusses oder um eine Beteiligung in Form direkter Ausgaben handelt.

Im Hinblick darauf, dass die Gemeinschaftsmittel zur Erstattung quittierter Ausgaben dienen, wird dazu geraten, bei Projektbeginn die nationalen Fördermittel zügig an die Projektpartner auszugeben.

Trinationaler Eurodistrikt Basel (TEB)

participe au projet à hauteur de **70.500,00 euros** (soit 5% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi) sous forme de dépenses directes.

Landkreis Lörrach participe au projet à hauteur de **135.000,00 euros** (soit 9,57% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 33,33% à la signature de la convention,
- 33,33% avant le 30 septembre 2010 sur présentation d'une demande, d'un bilan intermédiaire par axe des actions réalisées et d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2009,
- 33,34% avant le 30 septembre 2011 sur présentation d'une demande, d'un rapport final, et d'un récapitulatif des dépenses réalisées en 2010,
- Le rapport final et un décompte final seront présentés au plus tard trois mois après la date de fin du projet.

Ville de Rheinfelden participe au projet à hauteur de **81.000,00 euros** (soit 5,74% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 33,33% à la signature de la convention,
- 33,33% avant le 30 septembre 2010 sur présentation d'une demande, d'un bilan intermédiaire par axe des actions réalisées et d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2009,
- 33,34% avant le 30 septembre 2011 sur présentation d'une demande, d'un rapport final, et d'un récapitulatif des dépenses réalisées en 2010,
- Le rapport final et un décompte final seront présentés au plus tard trois

beteiligt sich mit direkten Ausgaben am Projekt in Höhe von **70.500,00 Euro** (und damit mit 5 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Landkreis Lörrach beteiligt sich am Projekt in Höhe von **135.000,00 Euro** (und damit mit 9,57 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 33,33% bei Unterzeichnung der Kofinanzierungsvereinbarung,
- 33,33% bis zum 30. September 2010 nach Vorlage eines Antrages sowie eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2009 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- 33,34% bis zum 30 September 2011 nach Vorlage eines Antrages und eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2010 getätigten Ausgaben und Maßnahmen, der Schlussbericht und die Schlussabrechnung werden drei Monate nach Projektende vorgelegt.

Gemeinde Rheinfelden beteiligt sich am Projekt in Höhe von **81.000,00 Euro** (und damit mit 5,74 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 33,33% bei Unterzeichnung der Kofinanzierungsvereinbarung,
- 33,33% bis zum 30. September 2010 nach Vorlage eines Antrages sowie eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2009 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- 33,34% bis zum 30 September 2011 nach Vorlage eines Antrages und eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2010 getätigten Ausgaben und Maßnahmen, der Schlussbericht und die Schlussabrechnung werden drei Monate nach Projektende vorgelegt.

mois après la date de fin du projet.

Ville de Lörrach participe au projet à hauteur de **135.000,00 euros** (soit 9,57% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 33,33% à la signature de la convention,
- 33,33% avant le 30 septembre 2010 sur présentation d'une demande, d'un bilan intermédiaire par axe des actions réalisées et d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2009,
- 33,34% avant le 30 septembre 2011 sur présentation d'une demande, d'un rapport final, et d'un récapitulatif des dépenses réalisées en 2010,
- Le rapport final et un décompte final seront présentés au plus tard trois mois après la date de fin du projet.

Ville de Weil am Rhein participe au projet à hauteur de **81.000,00 euros** (soit 2,50% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 33,33% à la signature de la convention,
- 33,33% avant le 30 septembre 2010 sur présentation d'une demande, d'un bilan intermédiaire par axe des actions réalisées et d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2009,
- 33,34% avant le 30 septembre 2011 sur présentation d'une demande, d'un rapport final, et d'un récapitulatif des dépenses réalisées en 2010,
- Le rapport final et un décompte final seront présentés au plus tard trois mois après la date de fin du projet.

Communauté de communes des trois frontières participe au projet à hauteur de

Stadt Lörrach beteiligt sich am Projekt in Höhe von **135.000,00 Euro** (und damit mit 9,57 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 33,33% bei Unterzeichnung der Kofinanzierungsvereinbarung,
- 33,33% bis zum 30. September 2010 nach Vorlage eines Antrages sowie eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2009 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- 33,34% bis zum 30 September 2011 nach Vorlage eines Antrages und eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2010 getätigten Ausgaben und Maßnahmen, der Schlussbericht und die Schlussabrechnung werden drei Monate nach Projektende vorgelegt.

Stadt Weil am Rhein beteiligt sich am Projekt in Höhe von **81.000,00 Euro** (und damit mit 2,50 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 33,33% bei Unterzeichnung der Kofinanzierungsvereinbarung,
- 33,33% bis zum 30. September 2010 nach Vorlage eines Antrages sowie eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2009 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- 33,34% bis zum 30 September 2011 nach Vorlage eines Antrages und eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2010 getätigten Ausgaben und Maßnahmen, der Schlussbericht und die Schlussabrechnung werden drei Monate nach Projektende vorgelegt.

Communauté de communes des trois frontières beteiligt sich am Projekt in Höhe von

35.068,00 euros (soit 2,49% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 33,33% à la signature de la convention,
- 33,33% avant le 30 septembre 2010 sur présentation d'une demande, d'un bilan intermédiaire par axe des actions réalisées et d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2009,
- 33,34% avant le 30 septembre 2011 sur présentation d'une demande, d'un rapport final, et d'un récapitulatif des dépenses réalisées en 2010,
- Le rapport final et un décompte final seront présentés au plus tard trois mois après la date de fin du projet.

Ville de Saint Louis participe au projet à hauteur de **20.250,00 euros** (soit 1,44% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 33,33% à la signature de la convention,
- 33,33% avant le 30 septembre 2010 sur présentation d'une demande, d'un bilan intermédiaire par axe des actions réalisées et d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2009,
- 33,34% avant le 30 septembre 2011 sur présentation d'une demande, d'un rapport final, et d'un récapitulatif des dépenses réalisées en 2010,
- Le rapport final et un décompte final seront présentés au plus tard trois mois après la date de fin du projet.

Ville de Huningue participe au projet à hauteur de **10.125,00 euros** (soit 0,72% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 33,33% à la signature de la convention,
- 33,33% avant le 30 septembre 2010 sur présentation d'une demande, d'un bilan

35.068,00 Euro (und damit mit 2,49 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 33,33% bei Unterzeichnung der Kofinanzierungsvereinbarung,
- 33,33% bis zum 30. September 2010 nach Vorlage eines Antrages sowie eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2009 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- 33,34% bis zum 30 September 2011 nach Vorlage eines Antrages und eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2010 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- der Schlussbericht und die Schlussabrechnung werden drei Monate nach Projektende vorgelegt.

Stadt Saint Louis beteiligt sich am Projekt in Höhe von **20.250,00 Euro** (und damit mit 1,44 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 33,33% bei Unterzeichnung der Kofinanzierungsvereinbarung,
- 33,33% bis zum 30. September 2010 nach Vorlage eines Antrages sowie eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2009 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- 33,34% bis zum 30 September 2011 nach Vorlage eines Antrages und eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2010 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- der Schlussbericht und die Schlussabrechnung werden drei Monate nach Projektende vorgelegt.

Stadt Huningue beteiligt sich am Projekt in Höhe von **10.125,00 Euro** (und damit mit 0,72 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 33,33% bei Unterzeichnung der Kofinanzierungsvereinbarung,
- 33,33% bis zum 30. September 2010

intermédiaire par axe des actions réalisées et d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2009,

- 33,34% avant le 30 septembre 2011 sur présentation d'une demande, d'un rapport final, et d'un récapitulatif des dépenses réalisées en 2010,
- Le rapport final et un décompte final seront présentés au plus tard trois mois après la date de fin du projet.

Ville de Sierentz participe au projet à hauteur de **4.050,00 euros** (soit 0,29% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 33,33% à la signature de la convention,
- 33,33% avant le 30 septembre 2010 sur présentation d'une demande, d'un bilan intermédiaire par axe des actions réalisées et d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2009,
- 33,34% avant le 30 septembre 2011 sur présentation d'une demande, d'un rapport final, et d'un récapitulatif des dépenses réalisées en 2010,
- Le rapport final et un décompte final seront présentés au plus tard trois mois après la date de fin du projet.

Communauté de communes de la Porte du Sundgau participe au projet à hauteur de **10.141,00 euros** (soit 0,72% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 33,33% à la signature de la convention,
- 33,33% avant le 30 septembre 2010 sur présentation d'une demande, d'un bilan intermédiaire par axe des actions réalisées et d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2009,
- 33,34% avant le 30 septembre 2011 sur présentation d'une demande, d'un rapport final, et d'un récapitulatif des dépenses réalisées en 2010,
- Le rapport final et un décompte final seront présentés au plus tard trois mois après la date de fin du projet.

nach Vorlage eines Antrages sowie eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2009 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,

- 33,34% bis zum 30 September 2011 nach Vorlage eines Antrages und eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2010 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- der Schlussbericht und die Schlussabrechnung werden drei Monate nach Projektende vorgelegt.

Stadt Sierentz beteiligt sich am Projekt in Höhe von **4.050,00 Euro** (und damit mit 0,29% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 33,33% bei Unterzeichnung der Kofinanzierungsvereinbarung,
- 33,33% bis zum 30. September 2010 nach Vorlage eines Antrages sowie eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2009 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- 33,34% bis zum 30 September 2011 nach Vorlage eines Antrages und eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2010 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- der Schlussbericht und die Schlussabrechnung werden drei Monate nach Projektende vorgelegt.

Communauté de communes de la Porte du Sundgau beteiligt sich am Projekt in Höhe von **10.141,00 Euro** (und damit mit 0,72% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 33,33% bei Unterzeichnung der Kofinanzierungsvereinbarung,
- 33,33% bis zum 30. September 2010 nach Vorlage eines Antrages sowie eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2009 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- 33,34% bis zum 30 September 2011 nach Vorlage eines Antrages und eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2010 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- der Schlussbericht und die Schlussabrechnung werden drei Monate nach Projektende vorgelegt.

Communauté de communes du Pays de Sierentz participe au projet à hauteur de **14.866,00 euros** (soit 1,05% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 33,33% à la signature de la convention,
- 33,33% avant le 30 septembre 2010 sur présentation d'une demande, d'un bilan intermédiaire par axe des actions réalisées et d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2009,
- 33,34% avant le 30 septembre 2011 sur présentation d'une demande, d'un rapport final, et d'un récapitulatif des dépenses réalisées en 2010,
- Le rapport final et un décompte final seront présentés au plus tard trois mois après la date de fin du projet.

Conseil Général du Haut-Rhin participe au projet à hauteur de **108.000,00 euros** (soit 7,66% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement est le suivant :

- 28 000 euros à la signature de la convention ;
- 20 000 euros au premier semestre 2010, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2009 ;
- 20 000 euros au second semestre 2010, sur présentation d'une demande et d'un bilan intermédiaire par axe des actions réalisées ;
- 20 000 euros au premier semestre 2011, sur présentation d'un récapitulatif des dépenses réalisées en 2010 ;
- le solde – inférieur ou égal à 20 000 euros – au second semestre 2011, sur présentation d'une demande et d'un rapport final.

Communauté de communes du Pays de Sierentz beteiligt sich am Projekt in Höhe von **14.866,00 Euro** (und damit mit 1,05% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 33,33% bei Unterzeichnung der Kofinanzierungsvereinbarung,
- 33,33% bis zum 30. September 2010 nach Vorlage eines Antrages sowie eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2009 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- 33,34% bis zum 30 September 2011 nach Vorlage eines Antrages und eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2010 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- der Schlussbericht und die Schlussabrechnung werden drei Monate nach Projektende vorgelegt.

Conseil Général du Haut-Rhin beteiligt sich am Projekt in Höhe von **108.000,00 Euro** (und damit mit 7,66% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

Article 14.2. Modalités de versement du cofinancement de la Confédération helvétique

La Confédération helvétique participe au projet à hauteur de **350.000,00 CHF**, soit **222.750,00 euros** selon le taux de change fixé dans le plan de financement accepté par le Comité de suivi.

Le rythme de versement des fonds fédéraux est le suivant :

- 50 % à la signature de la convention,
- 15% à épuisement de 65% du budget du projet sur présentation d'un état des dépenses signé par le porteur de projet,
- 15% à épuisement de 80% du budget du projet sur présentation d'un état des dépenses signé par le porteur de projet,
- le solde au prorata des dépenses réalisées sur présentation du rapport final et d'un décompte financier contenant les dépenses effectuées et les recettes.

Article 14.3. Modalités de versement des autres cofinancements suisses

Canton Bâle-Ville participe au projet à hauteur de **588.212,10 CHF** au total, soit **374.355,00 euros** selon le taux de change fixé dans le plan de financement accepté par le Comité de suivi.

Le rythme de versement du cofinancement du Canton de Bâle-ille est le suivant :

- 33,33% à la signature de la convention,
- 33,33% avant le 30 septembre 2010 sur présentation d'une demande, d'un bilan intermédiaire par axe des actions réalisées et d'un état récapitulatif des dépenses effectuées en 2009,
- 33,34% avant le 30 septembre 2011 sur présentation d'une demande, d'un rapport final, et d'un récapitulatif des dépenses réalisées en 2010,

Artikel 14.2. Auszahlung der Finanzhilfen der Schweizerischen Eidgenossenschaft

Die **Schweizerische Eidgenossenschaft** beteiligt sich am Projekt in Höhe von **350.000,00 CHF**, d.h. **222.750,00 Euro** nach dem in dem durch den Begleitausschuss angenommenen Finanzierungsplan festgelegten Wechselkurs.

Die Auszahlung der Bundesmittel erfolgt folgendermaßen:

- 50 % bei Unterzeichnung der vorliegenden Vereinbarung,
- 15% nach Realisierung von 65% des Projektbudgets und nach Vorlage eines vom Projektträger unterzeichneten Ausgabenstands,
- 15% nach Realisierung von 80% des Projektbudgets und nach Vorlage eines vom Projektträger unterzeichneten Ausgabenstands,
- der Restbetrag im Verhältnis der tatsächlich getätigten Ausgaben und nach Vorlage des Schlussberichts, der Schlussabrechnung über alle getätigten Ausgaben und erhaltenen Einnahmen.

Artikel 14.3. Auszahlung der übrigen Schweizer Finanzhilfen

Kanton Basel-Stadt beteiligt sich am Projekt in Höhe von insgesamt **588.212,10 CHF**, d.h. **374.355,00 Euro** nach dem in dem durch den Begleitausschuss angenommenen Finanzierungsplan festgelegten Wechselkurs.

Die Auszahlung der Mittel des Kanton Basel Stadt erfolgt folgendermaßen:

- 33,33% bei Unterzeichnung der Kofinanzierungsvereinbarung,
- 33,33% bis zum 30. September 2010 nach Vorlage eines Antrages sowie eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2009 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- 33,34% bis zum 30 September 2011 nach Vorlage eines Antrages und eines Zwischenberichtes bezüglich der in 2010 getätigten Ausgaben und Maßnahmen,
- der Schlussbericht und die Schlussabrechnung werden drei Monate nach Projektende vorgelegt.

- Le rapport final et un décompte final seront présentés au plus tard trois mois après la date de fin du projet.

Canton Argovie participe au projet à hauteur de **130 250.30 CHF**, soit **82.895,00 euros** selon le taux de change fixé dans le plan de financement accepté par le Comité de suivi.

Le rythme de versement des fonds fédéraux est le suivant :

- 100 % à la signature de la convention en 2009.

Les demandes de versement des cofinancements suisses seront adressées par courrier aux partenaires de projet concernés.

Article 14.4. Dispositions communes aux cofinancements suisses

Les fonds sont versés par chaque cofinanceur suisse au responsable de projet suisse sur le compte qu'il gère, et dont il communique les coordonnées bancaires aux cofinanceurs suisses au plus tard lors de sa première demande de versement des fonds.

Les aides financières allouées par la Confédération helvétique et les cantons suisses seront versées en fonction de la disponibilité des fonds.

Les contributions financières de la Confédération et des cantons figurant dans le plan de financement du projet s'entendent comme des montants maximaux qui ne pourront en aucun cas être dépassés.

Après la clôture, le montant total effectif des contributions financières des cantons et de la Confédération seront établis sur la base de la demande de versement finale contrôlée par l'autorité de gestion.

- Si les coûts effectifs sont équivalents ou supérieurs aux montants figurant dans le plan de financement, ce sont les montants inscrits dans le plan de financement

Kanton Aargau beteiligt sich am Projekt in Höhe von **130 250.30 CHF** d. h. **82.895,00 Euro** nach dem in dem durch den Begleitausschuss angenommenen Finanzierungsplan festgelegten Wechselkurs. Die Auszahlung der Bundesmittel erfolgt folgendermaßen:

- 100 % bei Unterzeichnung der vorliegenden Vereinbarung in 2009.

Gesuche um Auszahlung der Schweizer Kofinanzierungsmittel sind an die jeweiligen Projektpartner schriftlich zu stellen.

Artikel 14.4. Gemeinsame Bestimmungen für die Schweizer Kofinanzierungsmittel

Die Fördermittel werden von den Schweizer Kofinanzierungspartnern an den Schweizer Projektverantwortlichen auf das von diesem verwaltete Konto ausgezahlt; der Schweizer Projektverantwortliche teilt den Schweizer Kofinanzierungspartnern spätestens beim ersten Antrag auf Mittelauszahlung die Bankverbindung für das betreffende Konto mit.

Die Auszahlung der Förderhilfen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Kantone erfolgt nach Maßgabe der verfügbaren Mittel.

Die Finanzhilfen des Bundes und der Kantone verstehen sich als Maximalbeträge: Sie können den im Projektfinanzierungsplan festgelegten Betrag und Prozentsatz nicht überschreiten.

Nach Projektabschluss wird die effektive Höhe der Finanzhilfen des Bundes und der Kantone auf der Grundlage der von der Verwaltungsbehörde geprüften Schlussabrechnung bestimmt:

- Sind die effektiven Kosten gleich hoch oder höher als diejenigen im Projektkostenplan entsprechen die Finanzhilfen des Bundes und der Kantone den im

qui seront pris en compte.

Si en revanche les coûts effectifs sont inférieurs à ceux figurant dans le plan de financement, l'aide sera calculée sur la base des coûts effectifs. Dans ce cas le porteur de projet opère un reversement au profit de la Confédération et des cantons.

Si les subventions allouées par la Confédération helvétique et les cantons ne sont pas affectées aux objectifs indiqués et si les engagements et les obligations ne sont pas respectés, les engagements de cofinancement seront annulés ou les sommes payées recouvertes. Le même mécanisme sera appliqué en cas d'arrêt du projet avant l'échéance ou de réalisation partielle du projet.

Le risque de change et les frais bancaires sont à la charge du bénéficiaire

Article 15. Conséquences en cas de non versement des fonds nationaux

L'article 18 « Règlement des litiges » s'applique si les cofinanceurs nationaux ne versent pas les montants prévus dans les délais et les formes prévues ci-dessus.

Article 16. Reversement des fonds nationaux indûment versés

Les règles de chaque cofinanceur s'appliquent en la matière. Le partenaire cofinanceur qui demande le reversement de fonds indûment versés indiquera au partenaire concerné les coordonnées du compte sur lequel il devra procéder au paiement.

Article 17. Dispositions diverses

Les partenaires du projet peuvent inscrire ici des dispositions spécifiques pour leur projet, qu'ils souhaitent faire figurer

Projektfinanzierungsplan festgelegten Beträgen.

- Sind die effektiven Kosten niedriger als diejenigen im Projektkostenplan werden die Finanzhilfen des Bundes und der Kantone entsprechend gekürzt. In diesem Fall zahlt der Projektträger dem Bund resp. den Kantonen die Differenz zurück.

Werden die Finanzhilfen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Kantone nicht zweckentsprechend verwendet oder werden die Bedingungen und Auflagen nicht eingehalten, können die Subventionszusicherungen widerrufen oder die Beiträge zurückfordert werden. Dasselbe gilt auch, wenn das Projekt vorzeitig beendet oder nur teilweise realisiert wird.

Das Wechselkursrisiko sowie die Bankgebühren trägt der Begünstigte.

Artikel 15. Folgen bei Nichtauszahlung nationaler Fördermittel

Zahlen die nationalen Kofinanzierungspartner die zugesagten nationalen Fördermittel nicht frist- und formgerecht wie oben bezeichnet aus, kommt Artikel 18 „Rechtsstreitigkeiten“ zur Anwendung.

Artikel 16. Erstattung rechtsgrundlos ausgezahlter nationaler Fördermittel

In diesem Bereich gelten die Bestimmungen jedes Kofinanzierungspartners. Von dem Kofinanzierungspartner, der die Rückzahlung rechtsgrundlos ausgezahlter Fördermittel verlangt, ist dem betreffenden Partner die Bankverbindung des Kontos mitzuteilen, auf das die Zahlung vorzunehmen ist.

Artikel 17. Verschiedenes

Hier können die Projektpartner Besonderheiten für das Projekt festlegen, die ausdrücklich in dieser Vereinbarung erscheinen sollen.

expressément dans un document contractuel.

A la fin du projet les montants définitifs seront calculés en fonction des dépenses effectivement réalisées et acquittées qui figurent dans le décompte final. S'il s'avère que les dépenses effectivement réalisées sont inférieures aux dépenses budgétées les montants correspondants seront remboursés au prorata de la participation de chaque partenaire cofinanceur, sous réserve des dispositions de l'article 14 relatives aux modalités particulières de versement du solde des participations respectives de chacun des partenaires cofinanceurs.

TITRE 4 - DISPOSITIONS FINALES

Article 18. Règlement des litiges

Les deux versions linguistiques, aussi bien la version française que la version allemande, font foi.

Article 18.1. Règlement amiable

En cas de litige relatif à la présente convention, les signataires s'engagent à rechercher en priorité une solution amiable. Le groupe de projet peut constituer le lieu adéquat pour discuter les litiges.

Article 18.2. Médiation

En cas de litige entre deux partenaires du projet, ceux-ci peuvent décider d'un commun accord de recourir à la médiation de l'Autorité de gestion.

Celle-ci est libre d'accepter ou non cette demande.

Si celle-ci refuse, les partenaires peuvent décider d'un commun accord de recourir à un médiateur extérieur.

En cas de litige entre un ou plusieurs partenaires du projet et l'Autorité de gestion, ceux-ci peuvent décider d'un commun accord de recourir à un médiateur extérieur.

Article 18.3. Juridictions compétentes en cas de litiges

Nach Projektende werden die effektiven Beitragshöhen im Verhältnis zu den tatsächlich getätigten und ausgewiesenen Ausgaben gemäß Schlussabrechnung errechnet. Sind die effektiven Ausgaben niedriger als die budgetierten Ausgaben, werden die Finanzierungsbeiträge entsprechend dem Beitragsverhältnis am die Kofinanzierungspartner zurückerstattet. XXX

TEIL 4 - SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 18. Rechtsstreitigkeiten

Beide Fassungen, die französische sowie die deutsche Fassung, sind verbindlich.

Artikel 18.1. Gütliche Einigung

Die Unterzeichner verpflichten sich, bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit vorliegender Projektvereinbarung vorrangig eine gütliche Einigung anzustreben. Die Projektgruppe ist gegebenenfalls der geeignete Ort für die Erörterung von Streitigkeiten.

Artikel 18.2. Mediation

Kommt es zu einem Streitfall zwischen zwei Projektpartnern, so können diese gemeinsam beschließen, die Verwaltungsbehörde um Mediation zu ersuchen.

Der Verwaltungsbehörde steht es frei, dem Ersuchen nachzukommen oder es abzulehnen.

Lehnt sie es ab, können die Partner einvernehmlich beschließen, einen externen Mediator in Anspruch zu nehmen.

Kommt es zu einem Streit zwischen einem oder mehreren Projektpartnern und der Verwaltungsbehörde, so können die Beteiligten einvernehmlich beschließen, einen externen Mediator in Anspruch zu nehmen.

Artikel 18.3. Gerichtsstand

Sous réserve des stipulations de l'article 18-1, relatif au Règlement amiable, et de l'article 18-2, relatif à la Médiation, chacun des signataires accepte de manière irrévocable de soumettre les litiges relatifs à la présente convention à la compétence des tribunaux suivants :

- en cas de litige entre un ou plusieurs partenaires du projet, et l'Autorité de gestion : Tribunal administratif de Strasbourg ;
- en cas de litige entre le porteur de projet et un (ou plusieurs) partenaire(s) du projet : le tribunal compétent du lieu du siège du porteur de projet ;
- en cas de litige entre partenaires du projet, autres que le porteur de projet : le tribunal compétent du lieu du siège du partenaire qui a notifié par écrit l'existence d'un litige à l'autre.

Article 19. Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à la date de sa notification par l'Autorité de gestion (dernier signataire de la convention) au porteur de projet.

Article 20. Modification du projet / de la convention

En principe, une seule demande de modification du projet, et/ou de la convention, peut être adressée à l'Autorité de gestion au cours de la période de réalisation du projet.

Les modifications sont établies selon les modalités de la fiche n°4.7 du Guide des bénéficiaires « Modification du projet ».

Les modifications éventuellement apportées après la clôture du projet, du fait de l'ajustement en fonction des dépenses ou des cofinancements effectivement réalisés, ne sont pas concernées par cet article.

Article 21. Fin de validité

Vorbehaltlich der Bestimmungen aus den Artikeln 18-1 über die gütliche Einigung und 18-2 über die Mediation, erteilen die Unterzeichner bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit vorliegender Projektvereinbarung unwiderruflich ihre Zustimmung zu folgender Gerichtsstandsregelung:

- bei Streitigkeiten zwischen einem oder mehreren Projektpartnern und der Verwaltungsbehörde: das Verwaltungsgericht Tribunal administratif in Strasbourg;
- bei Streitigkeiten zwischen dem Projektträger und einem (oder mehreren) Projektpartner(n): das am Sitz des Projektträgers zuständige Gericht;
- bei Streitigkeiten zwischen Projektpartnern, die nicht Projektträger sind, an denen der Projektträger nicht beteiligt ist: das am Sitz desjenigen Projektpartners zuständige Gericht, der dem anderen von der Streitigkeit schriftlich Mitteilung gemacht hat.

Artikel 19. Inkrafttreten

Die vorliegende Vereinbarung tritt am Tag ihrer Zustellung durch die Verwaltungsbehörde (als Letztunterzeichnerin) an den Projektträger in Kraft.

Artikel 20. Änderung am Projekt / an der Projektvereinbarung

Grundsätzlich kann bei der Verwaltungsbehörde während des Realisierungszeitraums des Projekts ein Mal ein Antrag auf Änderung des Projekts und/oder der Projektvereinbarung gestellt werden.

Bei Änderungen ist wie im Themenblatt Nr. 4.7 des Handbuchs für Begünstigten „Änderungen am Projekt“ dargestellt zu verfahren.

Dieser Artikel bezieht sich nicht auf Änderungen, die gegebenenfalls nach Projektabschluss zur Anpassung an die tatsächlich getätigten Ausgaben oder ausgezahlten Fördermittel vorgenommen werden.

Artikel 21. Ende der Gültigkeit

La présente convention reste valable jusqu'à une période de trois ans suivant la clôture du programme par la Commission européenne.

En application de l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, ce délai est suspendu soit en cas de procédure judiciaire, soit sur demande dûment motivée de la Commission européenne.

L'Autorité de gestion s'engage à informer le porteur de projet de la clôture du programme par la Commission européenne, ou, le cas échéant, de l'existence d'une procédure judiciaire ou d'une demande de la Commission européenne de suspendre ce délai, et de la date de fin de cette procédure ou de cette suspension, qui constituera alors la date de clôture du programme.

Vorliegende Vereinbarung ist nach Abschluss des Programms durch die EU-Kommission noch drei Jahre lang gültig.

In Anwendung von Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung wird dieser Zeitraum im Fall von Gerichtsverfahren oder auf ordnungsgemäß begründeten Antrag der Kommission ausgesetzt.

Die Verwaltungsbehörde verpflichtet sich, den Projektträger vom Programmabschluss durch die EU-Kommission bzw. gegebenenfalls von einem anhängigen Gerichtsverfahren oder einem Antrag der EU-Kommission auf Aussetzung dieser Frist und von dem Zeitpunkt in Kenntnis, an dem das betreffende Gerichtsverfahren bzw. die Aussetzung endet und das damit das Programmabschlussdatum darstellt.

Programme INTERREG IV Rhin Supérieur

Annexes à la convention relative au projet n°B14

« Sur le chemin d'IBA Basel 2020 : Innovation
et excellence »

Fiche récapitulative du projet, rédigée par le Secrétariat technique commun, ayant servi de base à la décision d'acceptation du projet par le Comité de suivi

Formulaire de demande de cofinancement communautaire

Annexes au formulaire :
Annexe à la description du projet
Plan de financement
Budget prévisionnel en dépenses
Calendrier de réalisation

Programm INTERREG IV Oberrhein

Anlagen zur Vereinbarung bezüglich des Projekts Nr. B14

„Auf dem Weg zu IBA Basel 2020 :
Innovation und Exzellenzsicherung“

die durch das Gemeinsame technische Sekretariat erarbeitete **Projektzusammenfassung**, Grundlage für die Entscheidung des Begleitausschusses für die Aufnahme des Projekts in die Förderung

Antragsformular auf Förderung aus EU-Mitteln

Anlage zum Antragsformular:
Anhang zur Projektbeschreibung
Finanzierungsplan
Vorgesehener Kostenplan
Zeitplan zur Projektrealisierung

**Signataires de la présente convention relative au projet n°B14 « Sur le chemin d'IBA Basel
2020 : Innovation et excellence »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. B14 „Auf dem Weg zu IBA Basel
2020 : Innovation und Exzellenzsicherung“**

Eurodistrict Trinatal de Bâle (ETB),
Porteur de projet/Projektträger

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

**Signataires de la présente convention relative au projet n°B14 « Sur le chemin d'IBA Basel
2020 : Innovation et excellence »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. B14 „Auf dem Weg zu IBA Basel
2020 : Innovation und Exzellenzsicherung“**

Landkreis Lörrach
Ville de Rheinfelden
Ville de Lörrach
Ville de Weil am Rhein
Communauté de communes des Trois Frontières
Ville de Saint Louis
Ville de Huningue
Ville de Sierentz
Communauté de communes du Pays de Sierentz
Communauté de communes de la Porte du Sundgau
Conseil Général du Haut-Rhin partenaire
Canton Bâle-Ville
Canton Argovie

Partenaire du projet/Projektpartner

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel

**Signataires de la présente convention relative au projet n°B14 « Sur le chemin d'IBA Basel
2020 : Innovation et excellence »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. B14 „Auf dem Weg zu IBA Basel
2020 : Innovation und Exzellenzsicherung“**

Région Alsace

Autorité de gestion du Programme INTERREG IV Rhin Supérieur /
Verwaltungsbehörde des Programms INTERREG IV Oberrhein

Date/Datum

Signature/Unterschrift

Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners

Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners

Cachet/Stempel